RAPPORT ANNUEL

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Direction régionale de la Montérégie-Est

Mission

Influencer et soutenir, par du service-conseil adapté, la croissance de l'agriculture et de l'agroalimentaire régional dans une perspective de développement durable.

Vision

La Direction régionale de la Montérégie-Est est une grande équipe, riche d'expériences et d'expertises, qui s'engage à faire de l'agriculture et de l'agroalimentaire, en alliance avec les forces du milieu, un levier majeur de développement et de croissance.

Priorités

- Le soutien à la gestion durable des ressources
- Le soutien à l'adaptation des entreprises agricoles
- Le soutien au développement et à la croissance du secteur

Secteurs d'intervention

Une équipe d'une cinquantaine de personnes répartie dans six centres de service intervient auprès des entreprises agricoles, des entreprises de transformation alimentaire, d'intervenants régionaux et d'autres ministères dans le cadre de nombreux projets et dossiers.

Adaptés aux besoins particuliers de la région, nos services portent notamment sur :

- la diffusion de connaissances et le transfert technologique
- la collaboration à la réalisation de plans stratégiques de développement
- l'appui à la concertation régionale et locale
- le soutien financier et technique aux projets touchant la valeur ajoutée et la transformation des produits de la région
- l'enregistrement des entreprises agricoles en vue de l'accès aux programmes et services du ministère

Portrait du secteur agricole et agroalimentaire de la Montérégie-Est

La région s'étend sur quelque 6 500 km² et comprend huit municipalités régionales de comté ainsi que la ville de Longueuil. On y retrouve tous les maillons de la chaîne bioalimentaire, des entreprises de production agricole à celles de transformation, de distribution et de restauration.

La Montérégie-Est génère à elle seule près de 20 % de tous les revenus agricoles du Québec, soit plus d'un milliard de dollars.

La transformation alimentaire

Un des secteurs qui contribue pour beaucoup à la

- produits
- produits laitiers
- et légumes
- confiserie
- boissons
- pour animaux

Des productions diversifiées

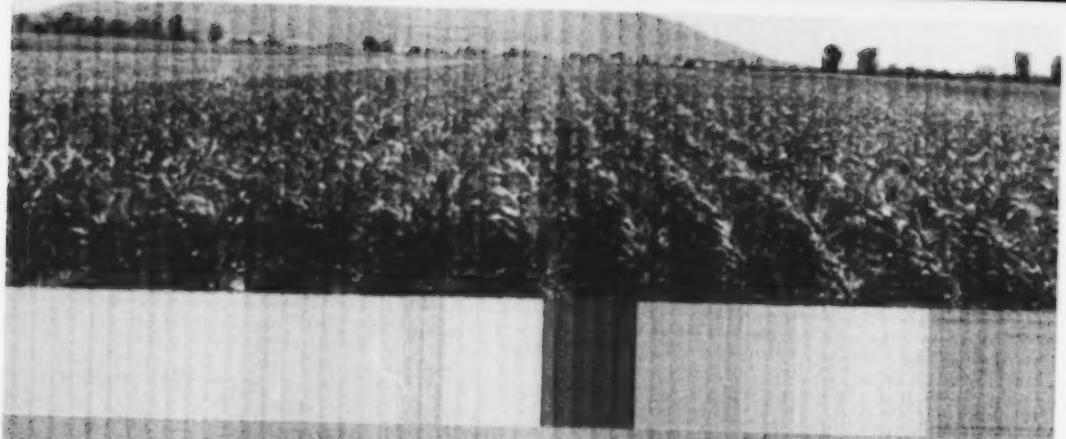
La région compte 4 655 entreprises agricoles, ce qui la classe deuxième en importance au Québec pour ce qui est du nombre d'exploitations. Les entreprises agricoles de la région représentent 14,7 % de toutes les fermes du Québec et 59 % des exploitations agricoles de l'ensemble de la Montérégie[1].

Premier rang québécois pour notamment :

- Le blé pour l'alimentation humaine
- L'orge de semence
- Le maïs-grain (sauf maïs sucré)
- Les cireuilles, les
- et les haricots secs
- Les
- Le
- Le veau de grain

[1] Données tirées du *Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec*, Estimations 2002, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2004.
[2] Données tirées des fiches d'enregistrement 2000 du MAPAQ, mise à jour 2003.

Québec



Aide financière 2003-2004[1]

Programme-cadre « Appui au développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire en région »

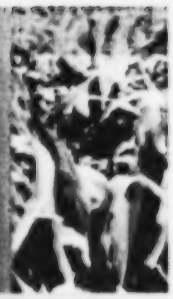
Volets	Mesures	Nombre de dossiers	Montant ($)
Soutien aux services-conseils et à l'établissement	Appui au transfert de ferme et à l'établissement	1	69 000
	Appui au développement des services-conseils de groupe (Groupes-conseils agricoles, clubs d'encadrement technique et services-conseils privés)	22	402 711
	Appui au réseautage	3	35 000
	Sous-total du volet	26	497 711
Appui au développement et à l'adaptation de l'agriculture et de l'agroalimentaire	Projets d'innovation	6	28 858
	Activités de valorisation	3	31 000
	Valeur ajoutée aux produits agricoles	10	24 906
	Problématiques régionales	13	42 325
	Relève agricole	3	12 500
	Projets de démonstration	7	7 755
	Initiatives spécifiques au développement régional	3	65 000
	Sous-total du volet	45	232 244
	Total du programme-cadre	71	729 955

Programme d'aide à l'investissement en agroenvironnement « Prime-Vert »

Mesures	Nombre de dossiers	Montant ($)
Structures d'entreposage des lisiers (2003-2004) - Inscriptions	48	462 848
1er versement pour dossiers antérieurs		706 358
2e versement pour dossiers antérieurs		752 709
3e versement pour dossiers antérieurs		133 994
Réduction et/ou augmentation de la capacité d'entreposage	14	220 834
Réduction de la pollution diffuse	100	241 999
Soutien de l'exercice du droit à l'environnement	1	14 197
Procédés de traitement des lisiers	2	200 000
Équipements d'épandage des lisiers	33	100 407
Services-conseils en agroenvironnement (Clubs-conseils en agroenvironnement)	17	772 707
Opérations de gestion des engrais	1	241 999
Total du programme Prime-Vert	211	3 946 552
Grand total des aides financières	282	4 676 507

[1] Aide financière [illegible] 16 novembre de la même année [illegible]

106-06215/



Faits saillants 2003-2004

- Plus d'une centaine d'entreprises agricoles ont joint les rangs d'un club-conseil en agroenvironnement. Les 17 clubs-conseils de cette partie de la région cumulent un nombre record de 1296 membres.
- Trente entreprises ont reçu une subvention afin de se doter d'une rampe basse pour l'épandage des lisiers, contribuant à réduire les odeurs.
- Les équipes du ministère en région ont contribué à l'implantation de 72 kilomètres de haies brise-vent chez 135 entreprises agricoles, pour un total de 265 kilomètres de brise-vent aménagés au cours des quatre dernières années.
- La Direction régionale de la Montérégie-Est a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du *Plan d'accompagnement ferme par ferme* que le ministère a mis de l'avant pour aider les entreprises agricoles à se conformer aux exigences environnementales, notamment en matière de gestion du phosphore. En plus de piloter l'un des quatre bancs d'essai, l'équipe régionale a développé une expertise pour dresser un portrait réel des rejets d'une entreprise à l'aide du bilan alimentaire.

- Plusieurs sessions de formation ont été offertes sur le semis direct. Quelque 100 nouvelles entreprises ont ainsi introduit le semis direct dans le soya en cours d'année.
- Deux sessions de formation de deux jours en santé animale alternative (homéopathie) ont été dispensées à trente entreprises agricoles.
- Mise en place d'une parcelle commerciale de topinambour dans le but d'évaluer les rendements et les qualités gustatives de quatre variétés.
- Implantation de la géomatique pour effectuer le suivi de champs dans trois clubs agroenvironnementaux. L'objectif consiste à rendre disponible dans le réseau des services-conseils subventionnés des GPS bon marché et en vérifier le bon fonctionnement.

- Un soutien important a été accordé pour l'organisation du 5e colloque régional en agrotourisme et la planification des trois circuits agrotouristiques qui proposaient une journée de découvertes aux participants. Tenu au printemps 2004, le colloque a réuni 290 entreprises de partout au Québec et s'est avéré être un franc succès.
- La Direction régionale de la Montérégie-Est a soutenu plus d'une quarantaine de projets en transformation alimentaire. De ce nombre, une contribution financière de 33 000 $ a été accordée à douze entreprises pour l'acquisition d'équipement; ces projets ont généré une quinzaine d'emplois et des investissements de 822 000 $. Un soutien technique, comme l'accompagnement pour l'obtention de financement, la validation de procédés ou encore la recherche et le développement a été accordé à trente autres projets.
- La Direction régionale de la Montérégie-Est a initié la mise sur pied de l'Agence géomatique montérégienne, GéoMont. Organisme sans but lucratif, GéoMont a pour mission de rendre la géomatique accessible et d'en promouvoir une meilleure utilisation en Montérégie. L'Agence vise à réseauter tous les partenaires de la région qui ont un mandat d'intérêt public, dans une perspective de développement durable du territoire.

RÉSULTATS STRATÉGIQUES

PRIORITÉ 1

GESTION DURABLE DES RESSOURCES

Durant l'exercice 2003-2004, en région Montérégie-Est, 296 activités de sensibilisation en agroenvironnement ont permis de rejoindre environ 14 400 producteurs et productrices ainsi que plusieurs centaines de leurs conseillers. Et, pour soutenir les entreprises dans leurs démarches d'amélioration continue en matière d'agroenvironnement, 3 946 552$ ont été investis dans 211 nouveaux projets.

[illegible] POUR LA GESTION DES FUMIERS

Pour résoudre un problème de pollution ponctuelle, 2 entreprises (bovine et ovine) ont bénéficié d'un soutien financier pour adopter des procédés de traitement des fumiers. De plus, pour se conformer au règlement du ministère de l'Environnement (MENV), 33 entreprises ont fait l'acquisition de rampes basses pour l'épandage des fumiers.

[illegible]

En collaboration avec l'Association de gestion des engrais organiques (AGEO) et les clubs agroenvironnementaux, un projet de caractérisation des déjections animales pour toutes les espèces est en cours de réalisation en Montérégie-Est. L'objectif est de mesurer et caractériser à l'aide du bilan alimentaire les rejets d'azote et de phosphore dans les fumiers et d'identifier les pratiques d'élevage et d'alimentation permettant une réduction à la source de tels rejets.

Un programme d'essais portant sur l'efficacité des fumiers comme fertilisants a été mis de l'avant dans quelques fermes de la région. Un autre projet mettant à contribution les capteurs de rendements des producteurs, les photographies aériennes, la micro-topographie des lieux et l'expertise de nos gens a porté sur la détection des zones problématiques en terme de perte d'azote au champ. Au chapitre des bilans phosphore et doses d'engrais azotés, nos spécialistes ont œuvré à la constitution et au suivi de réseaux d'essais pour ensuite contribuer à la rédaction de documents de référence sur ces sujets en lien avec la réduction des problèmes de contamination de l'eau et de production de gaz à effet de serre (GES).

[illegible] DU PAA

Durant l'année 2003, un banc d'essai agroenvironnemental a été mis en place dans la municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot qui offrait des caractéristiques représentatives de la dynamique agricole régionale (élevages-cultures). Une soixantaine d'entreprises (92% du total) ont participé à cette initiative et ont reçu un portrait détaillé de leur bilan agroenvironnemental.

Parmi les entreprises participantes, 25 en ont profité pour s'associer à une campagne d'identification des puits en milieu agricole. Les résultats obtenus, jumelés à ceux des trois autres bancs d'essais, nous ont permis de contribuer très significativement à la planification de la stratégie de suivi ferme par ferme du Plan d'accompagnement agroenvironnemental (PAA).

[illegible]

Quatre entreprises (dindons, grandes cultures, légumes frais et œufs de consommation) ont réalisé les étapes prévues de la phase 2 du projet AGRISO pour le développement d'un processus de certification agroenvironnementale ISO 14001.

[illegible]

Plusieurs projets et travaux particuliers ont été conduits dans les bassins versants (150 fermes) des trois cours d'eau (ruisseaux des Aulnages, Saint-Louis et Bissonnette) identifiés pour la réalisation d'études spéciales et l'enregistrement de données en collaboration avec les entreprises agricoles et d'autres intervenants régionaux. Il en va de même pour le grand bassin versant de la baie Missisquoi comprenant la Rivière-aux-Brochets.

Pratiques agricoles de conservation sur plusieurs centaines d'hectares supplémentaires, établissement de haies brise-vent et aménagement de bandes riveraines sur quelques autres bâtiments, stabilisation des berges sur plusieurs dizaines de mètres en des endroits stratégiques, installation de deux nouveaux ponceaux permettant le passage des poissons, caractérisation de la qualité des eaux de surface et souterraines, retrait des animaux dans certains plans d'eau, micro-topographie des lieux visés, production d'une étude spécifique sur la flore et la faune et publication d'un bulletin d'information sont autant d'initiatives porteuses d'un changement souhaitable et voulu par les producteurs et nos autres partenaires dans l'action.

[illegible]

Plus de 36 000 plants ont servi à l'établissement de quelque 72 kilomètres de brise-vent sur environ 135 fermes de la région. On remarque une croissance importante de la demande pour protéger les bâtiments et empêcher la dispersion des odeurs.

[illegible]

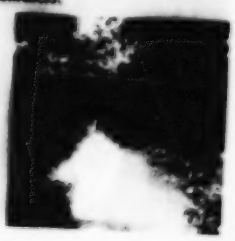
En matière de pratiques culturales de conservation, le réseau GR-MAX a assuré un diagnostic technico-économique à 22 entreprises qui réalisent de telles pratiques dont le semis direct. Le réseau de location de semoirs spécialisés en semis direct a permis à 30 entreprises d'utiliser pour une première fois deux types de semoir sur des superficies totales de 814 hectares.

Trois sessions de formation en semis direct et une sur les billons ont été réalisées. Un total de 80 entreprises agricoles a eu accès à des informations techniques de pointe, des témoignages d'utilisateurs leur permettant d'établir une stratégie d'implantation propre à leur entreprise.

[illegible]

À l'enseigne du réseau d'observation des mauvaises herbes (ROMH), avec pour objectif de diminuer l'utilisation des pesticides en grandes cultures, des essais ont été faits et des démonstrations ont été réalisées en collaboration avec les clubs agroenvironnementaux et la Direction des services techniques du MAPAQ sur 237 fermes dans trois programmes différents : doses réduites, cartographie des mauvaises herbes et cultures sans intrants chimiques.

Au chapitre des travaux propres au réseau d'avertissements phytosanitaires du Québec (RAP), le dépistage systématique de la légionnaire uniponctuée (5 fermes), de la chrysomèle des racines du maïs (10 fermes) et du puceron du soya (14 fermes) a été effectué par notre personnel et ses collaborateurs réguliers que sont les clubs agroenvironnementaux pour éviter les traitements inutiles ou inefficaces.



RÉSULTATS STRATÉGIQUES 2

ADAPTATION DES ENTREPRISES AGRICOLES

La région a identifié certains secteurs de productions comme prioritaires à développer. Il en va ainsi du lin pour l'alimentation animale, le raisin de table, la pomoculture et la fabrication de boissons artisanales.

Beaucoup des interventions directes auprès des entreprises afin de favoriser leur adaptation pour la diversification de leurs productions et activités ou l'adoption de nouveaux modes d'opération, visaient la rencontre d'objectifs relevant des deux autres priorités ministérielles.

Notre personnel joue un rôle de premier plan en assurant l'ajout de documents, la mise à jour des informations pertinentes et le pilotage de sites d'Agri-Réseau dans les 5 domaines suivants : agriculture biologique, production porcine, production bovine, vigne et légumes (en développement).

On a œuvré à l'organisation d'une session de formation de 2 jours en santé animale alternative (homéopathie) pour 2 groupes totalisant encore 30 entreprises.

Dans ce secteur de production sérieusement ébranlé par la crise de la vache folle, nos gens ont permis la saisie de 136 nouveaux dossiers pour le compte du Programme d'analyse des troupeaux de boucherie du Québec (PATBQ). On a aussi procédé à l'enregistrement de données pour l'établissement du dossier génétique des 72 taureaux qualifiés supérieurs durant l'année.

Publication du bulletin d'information *Porc 2000* qui vise à offrir un outil de décision aux entreprises porcines qui implantent l'utilisation des phytases dans l'alimentation de leur cheptel de manière à réduire les rejets à la source de phosphore.

Deux entreprises ovines ont adopté le logiciel OVITEC pour la gestion des troupeaux.

Les membres de notre équipe ont travaillé à l'élaboration d'une photothèque qui vise l'accès à une collection d'images sur les ravageurs dans les petits fruits. Ils ont aussi travaillé à la sensibilisation et la formation des producteurs et productrices aux techniques de dépistage à la ferme et d'interventions plus légères dans le domaine de la phytoprotection en horticulture fruitière (bleuet). De plus, on a effectué un suivi de *cochylis hopes*, un ravageur dans le tournesol biologique pour la fabrication d'huile alimentaire.

Par ailleurs, des essais de comparaison de rendement de cornichons cultivés sur paillis de différentes teintes ont permis d'orienter les entreprises agricoles dans le processus de décision. L'équipe a contribué à la mise en place d'un réseau de démonstrations à la ferme de cultivars de fraises désaisonnalisés permettant d'offrir des produits locaux sur une période prolongée ainsi que l'accès à de l'information de pointe dans ce domaine.

Beaucoup de travail a été effectué par le responsable de secteur et ses collaborateurs pour évaluer de nouveaux porte-greffes et cultivars de pommiers ainsi que la profitabilité de différentes densités de population avant de diffuser de l'information de pointe sur ces sujets.

GTA

GESTION ET TECHNOLOGIE AGRICOLES EST PUBLIÉ 10 FOIS PAR ANNÉE À RAISON DE 25 000 EXEMPLAIRES.

agri-vision

PARTAGE DU SAVOIR.

RÉSULTATS STRATÉGIQUES

PRIORITÉ 3

DÉVELOPPEMENT ET CROISSANCE DU SECTEUR AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

Par un appui financier de 50 000$, la Montérégie-Est soutient financièrement le Conseil de développement du bioalimentaire de la Montérégie (CDBM) pour la réalisation de projets structurants. De plus, les Centres locaux de développement (CLD) et la ville de Longueuil se partagent un montant de 36 000$ pour des dossiers rassembleurs dans le domaine du bioalimentaire.

Une autre entente spécifique concernant la condition féminine fait l'objet d'une aide financière annuelle d'un montant de 5 000$.

La Montérégie-Est a investi 12 500$ dans la réalisation de 8 projets qui visaient à valoriser la profession, à informer et à former de jeunes agriculteurs et agricultrices. Nous appuyons aussi, en partenariat avec l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA), campus de Saint-Hyacinthe, le Collectif régional en formation, l'Union des producteurs agricoles (UPA) et le groupe de relève Le VRAC, les différents types de formation adaptés aux besoins de la relève. Un montant annuel de 10 000$ est alloué aux initiatives en formation alors qu'un montant de 60 000$ est consenti pour supporter les activités du Centre régional d'établissement en agriculture (CRÉA).

La région a contribué à l'implantation d'un réseau d'essais de cerises rustiques en collaboration avec l'Université de Saskatchewan et l'ITA, campus de Saint-Hyacinthe visant l'observation de 7 cultures différentes. Il en a été de même pour l'implantation de sites de démonstration de production de raisins de table (13 cultivars) adaptés à nos conditions climatologiques.

En partenariat avec le club conseil du Corymbe, nous avons aussi travaillé à la préparation et la diffusion d'un dépliant visant la promotion de l'auto-cueillette des bleuets.

Le personnel de notre direction régionale est très engagé dans le développement de l'agriculture biologique sur le territoire et pour l'ensemble du Québec en assurant la présidence du comité du Centre de références en agriculture et agroalimentaire (CRAAQ), en agissant comme co-pilote dans la section bio d'Agri-Réseau et en participant aux travaux du Comité expert pan-canadien pour la recherche dans cette sphère de spécialité. En plus d'assurer le soutien aux entreprises en démarrage ou en transition biologique, nous consacrons temps et énergie à l'organisation de la mise en marché et la promotion des produits maraîchers et autres auprès des distributeurs, restaurateurs et consommateurs.

Un effort particulier est consenti pour le développement de la production et la mise en marché de grains biologiques (céréales et protéagineuses) allant à la consommation humaine pour les marchés japonais et européen, surtout, ainsi que pour nos marchés intérieurs. Une liste spéciale des produits disponibles a été préparée pour les acheteurs et intermédiaires intéressés.

Pour le blé panifiable, un projet de trois ans, en collaboration avec Agriculture et Agroalimentaire Canada et le Syndicat des producteurs de grains biologiques, fait l'objet d'essais sur 8 fermes en vue d'améliorer la qualité des grains produits au Québec.

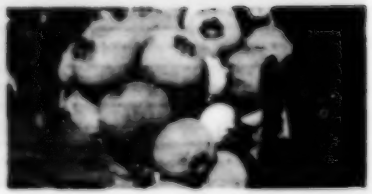
Il en va de même pour la stratégie « Un grain de santé » qui conduit les producteurs de grandes cultures commerciales vers la culture sans intrants chimiques qui, souvent, sert d'étape vers la culture biologique des grains. En 2003, 5 000 tonnes de soya « Un grain de santé » ont été vendues au Japon.

À la ferme, la direction a soutenu financièrement 12 projets en valeur ajoutée, contribuant à la création de 13 emplois pour des investissement globaux de 800 000 $. Les secteurs touchés par ces interventions ont été majoritairement des productions végétales comme la viticulture, la pomoculture et les petits fruits. Que ce soit sous forme d'expertise, de réseautage, d'accompagnement et de référencement, une trentaine d'entreprises sont soutenues dans l'élaboration et la réalisation de leurs projets.

Nous participons activement aux travaux des différentes tables locales de concertation agroalimentaire et d'autres comités spéciaux (Accord). L'ensemble des dossiers de promotion des produits et de développement des entreprises est travaillé en étroite collaboration avec les CLD, les autres ministères et sociétés, les établissements d'enseignement, les centres de transfert technologique et de recherche et les autres intervenants du secteur du bioalimentaire.

De l'aide technique est également offerte aux entreprises industrielles du secteur de la transformation.

La direction régionale assure une présence auprès des 8 municipalités régionales de comté (MRC) ainsi qu'auprès de la ville de Longueuil pour tout ce qui a trait au respect des attentes ministérielles et des orientations gouvernementales en matière de protection du territoire et des activités agricoles. Durant la dernière année, environ 30 avis ont été formulés sur des projets de révision complète ou de modification des règlements de contrôle intérimaire et des schémas d'aménagement existants. Une dizaine d'articles et une quinzaine de conférences ont porté sur les thèmes rattachés à ce type de dossier.



Perspectives 2004-2005

Agriculture durable

Le personnel de la direction régionale continuera d'encourager l'approche globale à l'échelle des bassins versants en milieu agricole. À cette enseigne, pour la conduite de projets toujours mieux intégrés, il est aussi prévu de resserrer encore plus les liens avec les agences reconnues qui travaillent à l'élaboration de leur plan directeur d'interventions.

Tout en soutenant techniquement et financièrement la réalisation de projets à l'échelle des fermes pour limiter les problèmes de pollution diffuse, la direction régionale entend mieux coordonner ses actions avec le monde municipal et environnemental local et régional pour corriger certains problèmes dont, notamment, ceux portant sur la protection des abords des cours d'eau.

La région a déjà entrepris une sérieuse réflexion sur la qualité des paysages dans les secteurs d'agriculture intensive comme dans les secteurs d'agriculture en régression. À ce chapitre particulier, la direction régionale travaillera avec la Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal pour l'organisation d'un colloque d'envergure internationale sur cette thématique tout en poursuivant la démarche amorcée avec les MRC et l'UPA régionale.

Développement du secteur agroalimentaire régional

La direction régionale a établi des liens serrés avec les Centres locaux de développement (CLD) et leurs tables de concertation agroalimentaire pour la conduite de projets structurants visant la valorisation de l'agriculture, la promotion des produits agricoles et alimentaires et le développement des secteurs agroalimentaire et agrotouristique régionaux. Nous entendons poursuivre dans cette direction en plus de travailler à la définition d'une nouvelle entente spécifique portant sur le développement agroalimentaire avec les deux Conférences régionales des élus (CRÉ) situées sur notre territoire d'intervention.

L'année 2004-2005 sera aussi celle de la réalisation de profils bioalimentaires régionaux en étroite collaboration avec le Conseil de développement bioalimentaire de la Montérégie (CDBM). Notre direction collaborera également avec le CDBM et la Direction du développement de la transformation alimentaire et des marchés (DDTAM) pour la mise à jour de la *Banque de données des entreprises et des partenaires du secteur bioalimentaire québécois* et l'ajout d'un nouveau volet portant sur les entreprises spécialisées en agrotourisme et en première transformation des produits à la ferme. Le tout servira aussi à la réalisation d'un répertoire des entreprises régionales et permettra d'augmenter le niveau d'informations trouvées dans le site Internet du Carrefour bioalimentaire du Québec.

Pour ce qui a trait plus spécifiquement aux services fournis directement aux entreprises, la direction régionale retiendra l'approche dite du guichet multiservices. Un effort particulier sera consenti pour aider les entreprises désireuses de se spécialiser dans la fabrication de produits de créneaux et dans la diversification des services propres au secteur agrotouristique.

Du côté des productions maraîchères, fruitières et légumières, il sera toujours plus question de la diversification des productions, de renforcement de la stratégie phytosanitaire sur les fermes et d'une meilleure organisation de la mise en marché des produits biologiques.

Notre personnel sera grandement sollicité au cours du printemps et de l'été 2004 pour l'opération d'enregistrement des exploitations agricoles de la région. On profitera également de cet exercice pour faire la mise à jour du portrait agroenvironnemental de l'ensemble de nos entreprises.

Coordination : [illegible] • **Rédaction** : [illegible] • **Révision** : [illegible] • **Photos** : [illegible] • **Graphisme et mise en page** : [illegible] • **Impression** : [illegible]

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Québec

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec octobre 2004
ISBN 2-550-43256-8
04-0115